INVESTIR AU CAMEROUN

Mai 2015 - N° 37

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Michael Stephan Hoza :
« *Le moment pour le Cameroun de décoller économiquement, c'est maintenant !* »

Cameroun : Dangote vise 30% du marché du ciment en 2015

Le secteur énergétique attire les investisseurs britanniques

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co
L'étoile du Cameroun

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Tous les signaux sont au vert

La diplomatie camerounaise a, une fois de plus, occupé le haut de l'affiche avec la première visite en terre camerounaise du 13 au 16 avril 2015 de la nouvelle Secrétaire Générale de la Francophonie, la Canadienne Michaëlle Jean. Cette visite officielle est la 2ème en son genre en terre africaine et démontre de l'importance du Cameroun au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie et son attachement au brassage des cultures. Sur le plan historique, c'est sous l'instigation du Président Paul Biya que le Cameroun va devenir le 19 novembre 1991, membre à part entière de l'OIF et le 26 octobre 1995, membre du Commonwealth. Deux dates historiques qui viennent mettre fin à une prise de distance nécessaire, avant d'exprimer la volonté du Cameroun de tourner la page et de partager, au sein d'un ensemble de communautés linguistiques, des richesses culturelles, intellectuelles et économiques. C'est fort de cette vision que le Chef de l'Etat et son hôte ont passé en revue, la coopération multiforme entre le Cameroun et l'OIF, la stratégie de la nouvelle Secrétaire Générale pour une Francophonie plus forte ainsi que la lutte contre le terrorisme en général et contre Boko Haram en particulier.

Sur le plan économique, le Cameroun ne cesse de convaincre les investisseurs de tous bords. Récemment ce sont les fonds et les entreprises britanniques qui sont sortis de leur légendaire réserve pour s'enticher de la locomotive de la Cemac, avec un intérêt prononcé pour le secteur de l'énergie.

A contrario, le pays de l'Oncle Sam, par la voix de son ambassadeur, exprime sans retenue son enthousiasme à l'égard du dynamisme entrepreneurial de la population camerounaise. Selon S. E. Michael Stephan Hoza, non seulement « *il est plus facile de faire des affaires au Cameroun que dans certains endroits en Amérique* » mais en plus « *c'est vraiment le moment du Cameroun. Le moment pour le Cameroun de décoller économiquement, c'est maintenant* ». Ce message sonne comme un appel à l'investissement. Oui, les signaux sont au vert et il est important de concrétiser cet élan favorable, de valoriser cette embellie par une forte création d'emplois pour les jeunes. Rien ne serait pire que de décevoir la jeunesse, à l'heure où l'espoir commence à gagner le pays.

Sur les grands chantiers et sur les grands projets, les entreprises camerounaises et internationales jouent le jeu de la compétition et de l'émulation. Lom Pangar, Kribi, Limbe… Partout le Cameroun émergent se bâtit. Aucun secteur n'est épargné par cet engouement.

La nouvelle de ce regain de dynamisme est sans doute parvenue jusqu'à Alger. Dès 2016, les avions d'Air Algérie se poseront régulièrement à Yaoundé et à Douala. Bienvenue à eux.

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Mediamania Sàrl
6, rue du Léman
1201 Genève - Suisse
Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,
Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

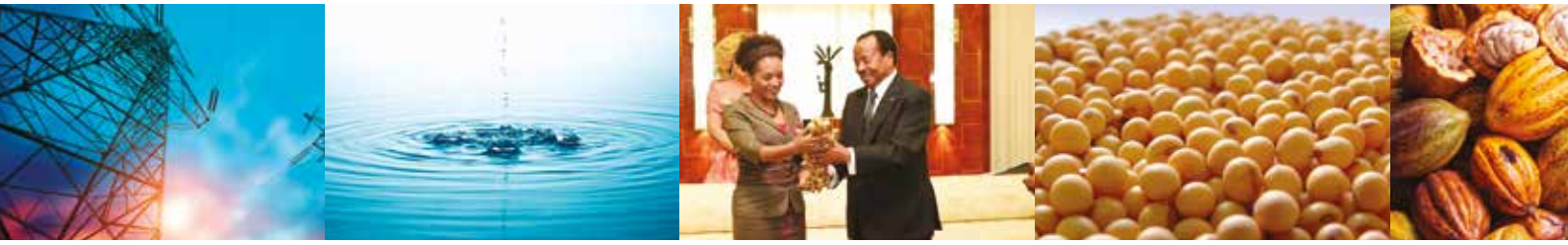
Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
Distribution Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

AU SOMMAIRE



08 • Paul Biya promet son soutien et celui du Cameroun à la nouvelle SG de la Francophonie

10 • Ruée des investisseurs britanniques sur le secteur énergétique

12 • Michael Stephan Hoza : « *Il est plus facile de faire des affaires au Cameroun que dans certains endroits en Amérique* »

18 • L'UE demeure le 1er marché des produits camerounais, en dépit de la percée chinoise

18 • L'Espagnol Eurofinsa veut investir plus de 300 milliards FCFA

18 • Une société de patrimoine dans le chemin de fer en gestation

19 • Prêt de 36 milliards FCFA de la SG et d'Eximbank USA pour l'adduction d'eau

19 • L'Union européenne lance deux projets de 4 milliards FCFA pour aider à contrer Boko Haram

19 • Le fisc camerounais lance le porte-à-porte pour collecter la taxe foncière

20 • L'Assemblée nationale renforce son dispositif de protection des fonds publics

20 • Les réserves publiques ont fondu de 171 milliards FCFA en 2014, selon la BEAC

20 • Les échanges commerciaux Cameroun-USA ont atteint 294,5 milliards FCFA en 2014

21 • La Sodecoton escompte une production de 16 000 tonnes de soja sur la campagne 2014-2015

21 • Des complexes de stockage de produits vivriers à construire pour 3 milliards FCFA

21 • 3,2 milliards FCFA à investir dans 10 nouvelles unités de transformation de cacao

22 • La future bourse des matières premières du Cameroun retient 8 produits à commercialiser

23 • L'Etat annonce l'introduction de nouvelles entreprises sur la Douala Stock Exchange

23 • La BEAC relève à 100 milliards FCFA le plafond de refinancement des banques locales

23 • Le marché camerounais dans la ligne de mire du groupe bancaire kenyan Equity Bank

24 • Un appui de la SFI permet à la BICEC de développer son portefeuille agricole

24 • L'assureur Area couvre les pertes des smartphones du Chinois Huawei

25 • Tidjane Deme, directeur chez Google, voit dans le Cameroun un champion potentiel de l'internet

25 • Les textes régissant les télécoms et les TIC dans le pays seront publiés sur mobile

25 • La guerre des prix a débuté sur les services Internet de la 3G

26 • L'AFD abaisse à 36% le taux de pénétration du mobile, estimé à 71% par le régulateur télécom

26 • L'Américain Motorola Solutions lance une offensive commerciale sur le Cameroun

27 • Le Cameroun et le Congo ont défini les modalités de construction du barrage de Chollet

27 • Le barrage hydroélectrique de Memvé'élé déjà construit à 60%

28 • Sept entreprises en lice pour construire la centrale du barrage de Lom Pangar

28 • Le régulateur du secteur de l'électricité veut auditer les coûts des opérateurs

28 • L'Agence d'électrification rurale construira trois mini-centrales de 15 MW

29 • Le Sud-Africain Kazang veut lancer un service de consommation d'électricité à la carte

29 • Le Cameroun et la Corée préparent un plan de développement des énergies renouvelables

30 • Le Chinois Avic International livre deux avions MA60 à Camair-Co

30 • La Française EMCC construira un quai de débarquement pour Dangote Cement

30 • Air Algérie annonce son arrivée dans le ciel camerounais en 2016

31 • Manque à gagner de 6 milliards FCFA pour la Sonara à cause de la congestion au port de Douala

31 • La transformation locale du coton est en panne, selon une étude de la Banque mondiale

32 • 19 start-up camerounaises seront financées par la fondation de l'investisseur nigérian Tony Elumelu

32 • Pamol recherche un fournisseur d'engrais pour un marché de 170 millions FCFA

33 • En 2015, Dangote Cement veut prendre à Lafarge 30% du marché camerounais du ciment

34 • Acha Leke : un Lion indomptable de la finance chez l'Américain McKensey

CASTING

PATRICE AMBA SALLA

Le ministre camerounais des Travaux publics, Patrice Amba Salla, a récemment lancé un appel d'offres national ouvert pour le recrutement d'entreprises locales du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP), en vue de la réalisation des travaux d'entretien courant et périodique de certaines routes rurales du Cameroun. Au total, a-t-on appris dans le document d'appel d'offres, 124 km de routes rurales situées dans les régions de l'Adamaoua, du Littoral, de l'Ouest et du Sud-Ouest sont concernées par ce projet gouvernemental. Les travaux, qui sont prévus pour durer cinq mois, coûteront 803 millions de francs CFA et seront financés sur le guichet entretien du Fonds routier du Cameroun. Les entreprises intéressées par ces contrats avaient jusqu'au 8 avril 2015 pour faire parvenir leurs dossiers de soumission à la sous-direction des marchés de la Direction des affaires générales du Ministère des marchés publics.

YVES-MICHEL FOTSO

Dans un communiqué signé le 25 mars et rendu public le 30 mars 2015 au Cameroun, la société Capital Finance Holdings Luxembourg, contrôlée par l'industriel camerounais Yves-Michel Fotso et détentrice de 123 250 actions dans le capital de la Commercial Bank Centrafrique, a dénoncé « *une tentative de spoliation à son encontre* », suite à un avis à vente aux enchères d'actions publié quelques jours auparavant par l'huissier de justice centrafricain Alain Benoît Serge Dameyo. En conséquence, la holding de M. Fotso a indiqué dans son communiqué qu'elle se « *réserve expressément son droit d'attaquer en justice, par toutes les voies de droit disponibles, toute vente qui interviendrait en fraude de ses droits* ». Pour rappel, cette vente aux enchères portait sur 136 250 actions d'une valeur nominale de 10 000 francs CFA chacune (soit 1 362 500 000 francs CFA en numéraires), détenues par les entreprises de M. Fotso et lui-même à titre individuel, dans le capital de la Commercial Bank Centrafrique.

EKOKO MUKÉTÉ

Une délégation de membres de la Chambre de commerce et d'industrie de Johannesbourg, en Afrique du Sud, vient de séjourner au Cameroun, où elle a notamment eu des séances de travail avec les responsables de la Chambre de commerce du Cameroun (CCIMA). La délégation sud-africaine a clairement indiqué qu'elle venait pour explorer des opportunités d'affaires. Selon Lebogang Makoloi, le chef du département Afrique centrale et de l'Est au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de Johannesbourg, le Cameroun est un pays « *stratégique pour les investisseurs sud-africains, à cause du rôle que joue le port de Douala dans la zone Cemac* ». Face à ces ambitions sud-africaines, le vice-président de la CCIMA, Ekoko Mukété, a simplement souhaité que des partenariats soient rapidement noués entre opérateurs économiques des deux pays, tout en rappelant que par le passé plusieurs contacts ont eu lieu entre investisseurs camerounais et sud-africains, sans que rien de concret n'ait été tiré au final.

THÉODORE NSANGOU

70%. C'est le taux de réalisation actuel des travaux de construction du barrage de Lom Pangar, dans la région de l'Est du Cameroun, a-t-on appris le 27 mars 2015 au terme d'une nouvelle descente sur le terrain de Théodore Nsangou, le directeur général d'Electricity Development Corporation (EDC), maître d'ouvrage du projet. Aussi bien pour l'entreprise chinoise CWE, qui construit cet ouvrage, que pour EDC, tout est a priori bien parti pour respecter le délai de la mise en eau partielle de ce barrage en septembre 2015. Seule inconnue pour l'instant, reconnaissent cependant les deux parties : les aléas climatiques. En effet, la saison des pluies débutée à la mi-mars au Cameroun, et qui dure généralement trois mois, s'annonce très rude. Aussi, les responsables du chantier craignent-ils qu'une pluviométrie abondante freine l'avancée du chantier, et retarde quelque peu l'échéance de septembre 2015 pour la mise en eau partielle du plus grand barrage jamais construit au Cameroun.

ALAMINE OUSMANE MEY

Le Parlement camerounais vient d'adopter un projet de loi autorisant le chef de l'Etat Paul Biya à procéder à l'adhésion du Cameroun à la convention de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Selon le ministre des Finances Alamine Ousmane Mey, « *cette convention offre à notre administration fiscale l'opportunité d'améliorer ses capacités de collecte des informations fiscales, spécialement en ce qui concerne les filiales camerounaises des multinationales dont les sociétés-mères sont, pour la plupart, situées dans des juridictions fiscales déjà parties à la convention* ». Elaborée en 1988, puis amendée en 2010, cette convention, selon l'OCDE, est « *l'instrument multilatéral le plus complet et offre* (aux pays qui y adhèrent, ndlr) *toutes les formes possibles de coopération fiscale pour combattre l'évasion et la fraude fiscales* ». Anciennement usitée par certains pays seulement, cette convention a été ouverte à tous les pays le 1er juin 2011.

CLAUDE ALTERMATT

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Suisse au Cameroun Claude Altermatt a annoncé le 31 mars 2015 à Yaoundé la création d'une Chambre de commerce Suisse-Cameroun (Swisscam). C'était au cours d'un dîner-débat sur le thème « Balance commerciale Suisse-Cameroun : échanges, obstacles et solutions ». Située dans la ville de Douala, la capitale économique du Cameroun, cette structure, a indiqué le diplomate suisse, vise à dynamiser les échanges entre la Suisse et le Cameroun. Ces échanges, même si aucun chiffre n'a été articulé, sont largement en faveur de la Suisse, pays dont la parité de la monnaie par rapport au franc CFA constitue l'un des principaux obstacles aux échanges commerciaux entre le Cameroun et la 20ème puissance économique mondiale. Afin de booster ces échanges, « *nous avons mis sur pied un dispositif d'accompagnement à l'import, ainsi que de promotion des importations : le Swiss Import Promotion Program* », a expliqué Bonheur Hiol, consul honoraire de Suisse à Douala.

Paul Biya promet son soutien et celui du Cameroun à la nouvelle SG de la Francophonie

Du 13 au 16 avril 2015, la Canadienne Michaëlle Jean a consacré au Cameroun sa 2ème visite officielle en Afrique depuis qu'elle préside aux destinées du regroupement des pays ayant en commun l'usage de la langue française.

Michaëlle Jean, la secrétaire générale de la Francophonie, qui a achevé le 16 avril 2015 une visite officielle de quatre jours au Cameroun, a reçu un accueil chaleureux du chef de l'Etat camerounais Paul Biya. Le président de la République a en effet accordé à la toute première femme à présider aux destinées de la Francophonie une audience de plus d'une heure au palais de l'Unité de Yaoundé. C'était le 14 avril 2015. Dans le toast prononcé au cours du déjeuner offert à l'hôte du Cameroun par le couple présidentiel ce 14 avril en fin de matinée, le chef de l'Etat camerounais a dit toute sa détermination à soutenir l'action de Michaëlle Jean à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). « *Votre parcours d'universitaire distinguée, votre passé de femme d'Etat admirée, nous sont garants que vous mènerez à bien votre mission. Sachez que vous pourrez compter sur le soutien du Cameroun et le mien propre* », a rassuré le président Biya.

En effet, selon le chef de l'Etat camerounais, la décision des pays membres de la Francophonie de faire de l'ancienne journaliste et gouverneure générale du Canada la toute première femme à accéder « *aux hautes fonctions* » de secrétaire générale de l'OIF « *est un hommage* » à son « *parcours personnel* ». Cette décision, a poursuivi le président Biya du Cameroun, « *est aussi la reconnaissance du rôle éminent joué par le Canada au sein de l'ensemble francophone* ». Réagissant à la suite de ce qu'elle a qualifié d'« a*ccueil exceptionnel* » à elle offert par les autorités camerounaises, la secrétaire générale de la Francophonie a dit le soutien de l'ensemble de cette organisation à l'égard du Cameroun, victime des attaques de la secte terroriste nigériane Boko Haram. « *Je vais dire au Cameroun qu'il n'est pas seul* » dans sa croisade contre Boko Haram, a déclaré Michaëlle Jean en qualifiant le terrorisme de « *cancer* » qui « *cherche son nid dans toutes les brèches de la société* ».

« *L'OIF n'est pas un bailleur de fonds. Mais elle peut agir sur la formation professionnelle des jeunes entrepreneurs, et aussi sur la formation ciblée pour le développement des filières jugées importantes pour l'économie* », a déclaré la SG de la Francophonie devant les opérateurs économiques.

LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE AU MENU

Avant son audience avec le chef de l'Etat au palais de l'Unité, la secrétaire générale de la Francophonie, qui est arrivée au Cameroun le 13 avril 2015 en soirée, s'était entretenue avec le Premier ministre, Philémon Yang, et avait eu une séance de travail au Ministère des relations extérieures au cours de laquelle il a beaucoup été question de coopération économique entre la Francophonie et le Cameroun. Dans le sillage de cette coopération économique, Michaëlle Jean, qui a reçu la distinction de « Docteur Honoris Causa » de l'Université de Yaoundé I, a rencontré le 16 avril 2015 dans la capitale des opérateurs économiques locaux. « *L'OIF n'est pas un bailleur de fonds. Mais elle peut agir*

« *Avec l'économie la plus diversifiée parmi les pays d'Afrique centrale, le Cameroun peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie économique pour la Francophonie* », a insisté Mme Jean.

sur la formation professionnelle des jeunes entrepreneurs, et aussi sur la formation ciblée pour le développement des filières jugées importantes pour l'économie », a déclaré la SG de la Francophonie devant les opérateurs économiques, avant de préciser que l'organisation qu'elle dirige dispose désormais d'une « *stratégie très ambitieuse* » de coopération économique entre les pays membres. « *Il s'agit de choses concrètes qui commencent par des partenariats entre Etats et entreprises, suivis de la mise sur pied des incubateurs de création d'entreprises, d'une part, et des incubateurs d'innovations d'autre part* », a-t-elle précisé.

Dans un communiqué officiel publié par l'OIF avant l'arrivée de Michaëlle Jean au Cameroun, la SG de l'organisation avait expliqué sa visite au Cameroun en ces termes : « *La coopération et les liens entre la République du Cameroun et l'Organisation internationale de la Francophonie sont riches et fructueux. C'est notamment pour cela que je tenais à me rendre au Cameroun pour mon deuxième déplacement officiel en Afrique depuis ma prise de fonctions.* » Mme Jean, dont le directeur de cabinet est l'universitaire camerounais Jean-Louis Atangana Amougou, avait par ailleurs indiqué qu'« *avec l'économie la plus diversifiée parmi les pays d'Afrique centrale, le Cameroun peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie économique pour la Francophonie. A ce titre, je tiens à ce que l'Organisation internationale de la Francophonie et le Cameroun intensifient davantage leur collaboration.* »

Ruée des investisseurs britanniques sur le secteur énergétique

De l'exploration pétro-gazière à la production de l'énergie électrique, leur présence au Cameroun est de plus en plus remarquable.

C'est subtil et presque invisible. Mais le secteur de l'énergie au Cameroun est désormais dominé par des investissements britanniques, tant sur le plan prospectif que sur le plan des capacités de production effective. L'actualité la plus récente sur l'intérêt des investisseurs britanniques sur le secteur énergétique camerounais est un appel à manifestation d'intérêt publié le 6 mars 2015 par le groupe Eranove, qui envisage de construire dans la ville de Limbé, située dans la région du Sud-Ouest, une centrale thermique à gaz d'une capacité de production de 315 MW. Cet appel à manifestation d'intérêt pour recruter un cabinet devant réaliser l'étude de faisabilité du projet révèle les visées d'Eranove sur le secteur camerounais de l'électricité. Ce qui est plus intéressant cependant, c'est le fait qu'Eranove soit détenu à 57% par le fonds d'investissement Emerging Capital Partners (ECP). Dans ce fonds d'investissement international, qui gère 1,8 milliard de dollars d'actifs en Afrique, le Commonwelath Development Corporation (CDC), un institut de financement

Malgré les projets en cours et l'énorme potentiel du pays, le Cameroun fait encore face à un important déficit énergétique.

du développement détenu par le gouvernement britannique, détient quelques actifs.
Plus directement, le CDC a annoncé le 3 février 2015 un plan visant à se renforcer avec le fonds norvégien Norfund, dans le cadre d'une alliance stratégique qui lui permettra de racheter Globeleq Africa, le bras séculier du fonds d'investissements britannique Actis, dans la production indépendante de l'électricité en Afrique. Cette alliance devrait permettre à Globeleq Africa de booster ses investissements dans le secteur de l'électricité des pays du continent noir, dont le Cameroun, où l'entreprise est déjà présente avec une participation majoritaire dans le capital des entreprises qui gèrent les centrales à gaz de Kribi et à fioul de Dibamba.

ACTIS ET VOG EN VEDETTE

Les deux centrales susmentionnées, respectivement situées dans les régions du Sud et du Littoral du Cameroun, revendiquent une capacité de production cumulée de 304 MW, et font déjà de ce pays le principal producteur du réseau énergétique de Globeleq Africa sur le continent noir. Le Cameroun devance ainsi la Côte d'Ivoire (288 MW avec la centrale d'Azito) et l'Afrique du Sud (trois centrales solaires et éoliennes d'une capacité globale de 238 MW). Mais la présence la plus remarquable dans le secteur de l'énergie électrique au Cameroun est certainement celle d'Actis, le fonds d'investissements britannique qui a racheté les 47% de parts qui jusque-là étaient détenues par le groupe américain AES Corporation dans l'entreprise concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun (Eneo). Le fonds Actis, dont les bureaux sont à Londres, en Grande-Bretagne, a eu comme premier sponsor le Commonwealth Development Corporation.
Plus discrètement, on retrouve des entreprises comme Victoria Oil and Gas (VOG), qui a mis en place à Douala la toute première unité de traitement de gaz naturel en Afrique subsaharienne. VOG est par ailleurs actionnaire majoritaire de l'entreprise Gaz du Cameroun (GDC), qui est aujourd'hui pionnière dans la distribution du gaz industriel aux entreprises établies dans la ville de Douala. Dans ses récentes mises à jour aux investisseurs, les dirigeants de cette compagnie pétro-gazière britannique ont annoncé qu'une vingtaine d'entreprises de la capitale économique camerounaise sont déjà connectées à leur réseau de distribution du gaz industriel, en remplacement de l'énergie électrique.
Aussi discrète est la présence de l'entreprise écossaise Bowleven, qui est présente majoritairement dans le capital de l'entreprise d'exploration pétro-gazière Euroil, qui poursuit quant à elle le développement d'un projet pétrolier, mais aussi gazier, aux larges du Cameroun, notamment dans la localité d'Etinde. Ce permis couvre trois blocs *offshore* d'une superficie totale de 2316 km^2. Par ailleurs, Bowleven détient à 100% la licence d'exploration Bomono, composée de deux blocs *onshore* couvrant 2328 km^2 dans le bassin Douala, dans le littoral camerounais.

La présence la plus remarquable dans le secteur de l'énergie électrique au Cameroun est certainement celle d'Actis, qui a racheté les 47% des parts qui jusque-là étaient détenues par le groupe américain AES Corporation dans Eneo.

UN DYNAMISME PALPABLE, MAIS ENCORE INSUFFISANT

Parmi les entreprises britanniques présentes dans le secteur de l'énergie au Cameroun, l'on retrouve l'entreprise Joule Africa, qui est sur un important projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Katsina, dans la région du Nord-Ouest. Pour ce projet, les études de faisabilité sont en cours. Mais à côté de cela, l'entreprise a signé le 2 juin 2014 une convention avec le ministre camerounais de l'Energie pour la construction au Cameroun d'une centrale électrique photovoltaïque d'une capacité de 200 MW.
Le 9 avril 2015, Sterling Energy Plc, un autre opérateur pétro-gazier britannique coté sur la Bourse de Londres, a officiellement annoncé avoir obtenu l'approbation du gouvernement camerounais pour obtenir le statut d'opérateur et s'adjuger 50% des intérêts dans la concession Ntem, au large du Cameroun. Ces intérêts ont été cédés par la société américaine Murphy Oil Corporation, cotée à New-York. Selon Sterling Energy, l'approbation de cette transaction n'attend plus que d'être formalisée par un décret du chef de l'Etat camerounais. Ainsi, Sterling Cameroon, filiale à 100% de Sterling Energy, possèdera à 100% la concession Ntem, un vaste bloc sous-exploré, située à une profondeur d'eau variant entre 400 et 2000 mètres dans la zone orientale pétrolifère du bassin Douala-Rio Muni.
Au regard de ce qui précède, le dynamisme des entreprises originaires du Royaume-Uni dans le secteur énergétique camerounais est une réalité palpable. Mais, seulement, il tarde encore à se transformer en réelle opportunité pour l'économie du pays. En effet, malgré les projets en cours et l'énorme potentiel du pays (2ème en Afrique derrière la RDC), le Cameroun fait encore face à un important déficit énergétique.

Idriss Linge et BRM

Michael Stephan Hoza : « *Il est plus facile de faire des affaires au Cameroun que dans certains endroits en Amérique* »

L'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun reconnaît que l'économie camerounaise regorge d'énormes potentialités. Suffisamment pour qu'il déclare avec optimisme qu'il est temps pour le Cameroun de décoller économiquement.

Investir au Cameroun : Récemment, dans un entretien à la CRTV (*Cameroon Radio and Television*), vous avez déclaré qu'à la demande des forces de l'ordre camerounaises, le personnel militaire américain est présent au Cameroun. « *Il s'agit de formateurs et de conseillers. Ils donnent des conseils et des formations aux militaires camerounais* », disiez-vous. Quel est le nombre de ce personnel militaire américain présent au Cameroun aux côtés de l'armée nationale ?

Michael Stephan Hoza : Nous ne pouvons pas donner le nombre exact, mais le nombre du personnel américain est cohérent avec le nombre de personnel américain que le gouvernement camerounais veut avoir. Permettez-moi de préciser que l'assistance sécuritaire déployée est à l'invitation du gouvernement camerounais, qui a exprimé le besoin de formations particulières entre les militaires de nos deux pays. Nous avons tous deux beaucoup à apprendre les uns des autres. Nous sommes donc parvenus à un accord sur le nombre de personnel militaire américain à déployer. Ce nombre reste ouvert à l'augmentation au fur et à mesure que la lutte contre Boko Haram se poursuit. Mais il faut garder à l'esprit que ce partenariat n'est pas seulement destiné à combattre Boko Haram. Nous avons toujours des conseillers qui travaillent en étroite collaboration avec les forces de l'ordre du Cameroun dans la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée. Nous sommes en train d'explorer les voies afin de mettre à la disposition du Cameroun du personnel travaillant avec les forces de l'ordre pour la protection de la faune.

IC : Combien d'experts américains avaient été demandés par le gouvernement camerounais aux Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre Boko Haram ?

MSH : Eh bien, c'est une bonne question pour le gouvernement du Cameroun. Mais il y a déjà un nombre important d'hommes et de femmes américains qui travaillent avec les forces de l'ordre dans le pays. Ils sont strictement professionnels. Nous éprouvons un réel plaisir à travailler et à collaborer avec les forces de l'ordre du pays, parce qu'elles sont très professionnelles et partagent les mêmes valeurs.

IC : Combien de sociétés américaines sont présentes au Cameroun ?

MSH : Au moins 27 sociétés américaines opèrent au Cameroun. Si vous étiez au salon Promote

l'an dernier, vous en avez découvert plusieurs dans le hall dédié aux entreprises américaines. La Chambre de commerce américaine au Cameroun (AMCHAM), qui était également présente, devient de plus en plus une organisation dynamique dans la promotion des investissements et des entreprises américaines au Cameroun. J'étais très heureux à Promote, parce que j'étais accompagné du ministre camerounais des Finances. Je pense que c'était exceptionnel. J'y ai vu des compagnies américaines avec leurs variétés de produits venus des Etats-Unis. D'ailleurs, un homme d'affaires américain est arrivé avec des produits particuliers de pointe nécessaires pour connecter les téléphones cellulaires, les téléviseurs ou les ordinateurs portables partout où vous voulez au Cameroun. Il a vendu tout son stock avant la fin du salon Promote. C'est le genre d'entreprises que nous aimerions voir.
Il y avait également à Promote les représentants des magasins de marketing américains spécialisés dans la technologie. C'était une grande opportunité pour le Cameroun. Nous voyons le Cameroun comme un excellent partenaire et comme un membre puissant du 21ème siècle. C'est vraiment un grand moment pour le Cameroun, qui dispose de jeunes très dynamiques, travailleurs et bilingues. Ils parlent anglais et français. J'ai été très impressionné par cela dès mon arrivée au Cameroun il y a quelques mois.

IC : Vous êtes optimiste quant à la vision du Cameroun pour l'avenir…
MSH : Nous avons aussi apprécié savoir exactement comment le Cameroun prévoit son avenir. Le gouvernement a une vision pour l'avenir. Il y a un plan d'infrastructures pour le pays. Il y a une grande vision au Ministère de l'agriculture, au Ministère de l'économie, et aussi au Ministère en charge de la pêche et de l'élevage. Autre grande vision, l'ouverture de l'économie à une plus grande croissance dans le secteur privé, afin de créer les emplois nécessaires pour répondre aux exigences de l'heure et afin d'aider les autres Camerounais qui recherchent leurs propres possibilités de vivre leur bonheur au Cameroun. Beaucoup d'entreprises américaines s'intéressent et se concentrent sur le Cameroun. C'est vraiment le moment du Cameroun. Le moment pour le Cameroun de décoller économiquement, c'est maintenant. C'est le moment pour le pays de devenir complètement une économie globale et de commencer la création d'emplois nécessaires pour les jeunes qui en auront besoin pour les dix ou vingt prochaines années.
Les entreprises américaines veulent faire partie de ce challenge. Ce qui est important, c'est de valoriser et de tenir à certains principes. Nous voulons voir des produits de qualité à de meilleurs prix. Nous voulons voir l'emploi des Camerounais. Nous voulons que les entreprises américaines viennent au Cameroun lancer des projets qui emploient des Camerounais. Nous voulons voir des pratiques commerciales et financières transparentes. Seul moyen pour les entreprises d'être assurées de faire des marges bénéficiaires. Enfin, nous souhaitons que les entreprises américaines aient de bonnes politiques de responsabilité sociétale des entreprises. Déjà, nous avons de très bonnes pratiques de RSE. Par exemple, la société Cotco, dans son programme de RSE, s'engage à construire de bonnes relations avec les communautés qui longent le pipeline Tchad-Cameroun à travers des actions sociales.

« Nous voulons que les entreprises américaines viennent au Cameroun lancer des projets qui emploient des Camerounais. »

« Nous voyons le Cameroun comme un excellent partenaire et comme un membre puissant du 21ème siècle. C'est vraiment un grand moment pour le Cameroun, qui dispose de jeunes très dynamiques, travailleurs et bilingues. »

IC : S'il vous était demandé de conseiller aux entreprises américaines d'investir au Cameroun, quels secteurs d'activité suggére-

riez-vous d'explorer ?

MSH : Eh bien, nous sommes à la recherche d'un large éventail de secteurs. Nous pensons qu'il y a de grandes opportunités au-delà des frontières. Nous avons des cas spécifiques où nous trouvons des entreprises que nous amenons ici. Le potentiel dans la production de l'énergie électrique est ici extrêmement important pour un bon nombre de sociétés. Le potentiel dans le secteur de l'eau potable est également très important. Les villes comme Yaoundé, Douala, Ngaoundéré ou Garoua ont besoin de voir le développement d'infrastructures pour la santé et le bien-être des citoyens camerounais. Nous avons donc des entreprises qui travaillent dans les domaines de l'eau, de la production de l'énergie électrique et de la construction de routes.

« Beaucoup d'entreprises américaines s'intéressent et se concentrent sur le Cameroun. C'est vraiment le moment du Cameroun. »

Nous venons par exemple de signer des contrats pour la construction de 55 ponts en acier. Des ponts qui seront construits par les sociétés américaines et installés par des Camerounais pour aider les agriculteurs à écouler leurs produits sur le marché. Donc, l'éventail des activités des entreprises américaines est large. Nous espérons voir la croissance rapide de la connectivité Internet et des télécommunications, car avec Internet, vous pouvez créer des emplois. Aujourd'hui, si vous voulez vraiment faire croître votre économie et créer des emplois, vous devez être connectés à Internet, ce qui implique un meilleur accès pour tout le monde. C'est par là

que l'innovation arrive. C'est là que les jeunes Camerounais peuvent mettre à contribution leurs idées pour des tâches réelles.

IC : Comment les sociétés américaines jugent-elles le climat des affaires au Cameroun ?
MSH : Probablement plus facile que dans certains endroits en Amérique. Très franchement, il est plus facile de faire des affaires au Cameroun que dans certains endroits en Amérique. Ce n'est pas pour critiquer. Certains éléments sont similaires à ce qui se passe aux Etats-Unis. D'autre part, nous ne pouvons pas être précis dans les détails en disant que ceci est difficile et cela est moins difficile. Le gouvernement camerounais nous a dit ce qui peut être fait dans le domaine de l'exploitation minière. Nous pensons que c'est une amélioration prometteuse. Nous pensons que le climat des affaires s'améliore beaucoup. Nous voyons une meilleure progression de bonnes pratiques commerciales. Et nous accueillons plusieurs sollicitations de compagnies américaines qui souhaitent venir au Cameroun. Nous souhaiterions travailler avec les autorités camerounaises pour trouver des moyens de légiférer de manière à apporter des améliorations au climat des affaires.

IC : Est-ce votre propre opinion ou l'avis des entreprises américaines ?
MSH : Parlez avec les entreprises

MICHAEL STEPHEN HOZA

Selon des informations disponibles sur le site web du Secrétariat d'Etat américain, Michael Stephen Hoza est un diplomate des États-Unis d'Amérique ayant à son actif 29 années de service à l'étranger. Il a servi à onze différents postes du service extérieur en Afrique, en Asie et en Europe. Il a également servi au bureau du Département d'Etat des affaires africaines à Washington DC. C'est le 22 août 2014 qu'il a pris ses fonctions en tant qu'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Cameroun, après avoir été nommé par le président Barack Obama le 31 juillet 2013.
Avant cette nomination, Michael Stephen Hoza a servi comme conseiller de gestion à l'ambassade américaine à Moscou, poste qu'il a occupé d'août 2010 à août 2013. Auparavant, il aura servi comme conseiller de gestion et chef adjoint de la Mission américaine à Nairobi, au Kenya, de juillet 2007 à juillet 2010. Il faut noter qu'il a également été le conseiller de gestion à l'ambassade des États-Unis à Madrid, en Espagne, de juin 2004 à juin 2007. Parmi les autres postes d'affectation de Michael Stephen Hoza, l'on peut citer les postes d'officier en charge des Ressources humaines de l'ambassade américaine de Paris, en France (2002-2004), de spécialiste de la gestion et chef par intérim de mission de l'ambassade américaine à Katmandou, au Népal (2000-2002), de chef de mission adjoint de l'ambassade américaine de Mbabane, au Swaziland (1997-2000), d'officier d'administration de l'ambassade américaine d'Asmara, en Erythrée (1993-1997), ou encore d'agent de gestion du Bureau des affaires africaines pour les bureaux de liaison des États-Unis à Luanda, en Angola, et à Mogadiscio, en Somalie (1991-1993).
Michael Stephen Hoza a reçu plusieurs bourses du mérite tout au long de sa carrière. Avant de se lancer dans la diplomatie, il a travaillé dans le secteur privé pendant six ans. Notamment à la Washington Post Company à Washington DC. L'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun est né à Goldsboro, en Caroline du Nord. Il a reçu son diplôme ès sciences de l'Université de Georgetown en 1979.

Avec www.state.gov

américaines pour avoir leur opinion individuelle. Certains pensent que c'est frustrant, d'autres sont tout à fait heureux. Donc, nous essayons de travailler ensemble avec le gouvernement camerounais, et je suis sûr que nous pouvons satisfaire tout le monde.

IC : Quels sont les faits et les chiffres marquants de la coopération économique entre les Etats-Unis et le Cameroun ?

MSH : 250 millions de dollars l'an dernier dans les exportations et à peu près le même montant dans les importations avec le Cameroun. Mais je ne peux pas dire le montant exact, car la tendance est à la hausse. Il y a plusieurs projets : des projets d'équipements majeurs pour le Cameroun, des projets de construction de ponts, et nous sommes en train de vouloir signer des projets pour la production d'eau potable. En termes de nombre, c'est très au point et il y a un grand potentiel pour la croissance. Je pense que nous sommes prêts à ouvrir de nouveaux marchés pour les Camerounais. Néanmoins, cela change rapidement. Le gouvernement du Cameroun a envoyé une délégation aux États-Unis l'an dernier lors du sommet des dirigeants africains que le président Obama a organisé. Des accords commerciaux ont été présentés aux Camerounais par des investisseurs américains pour les aider à explorer les opportunités d'affaires aux Etats-Unis. Nous avons vu beaucoup de succès pour les Camerounais qui s'intéressent aux marchés américains et le chapitre Cameroun du programme d'entrepreneur. Jetez un œil au programme *African Growth Opportunity Act*, identifiez un secteur particulier, et trouvez le moyen d'en faire une histoire gagnant-gagnant.

« Aujourd'hui, si vous voulez vraiment faire croître votre économie et créer des emplois, vous devez être connectés à Internet. C'est par là que l'innovation arrive. C'est là que les jeunes Camerounais peuvent mettre à contribution leurs idées pour des tâches réelles. »

« Nous avons vu beaucoup de succès pour les Camerounais qui s'intéressent aux marchés américains et le chapitre Cameroun du programme d'entrepreneur. Jetez un œil au programme* African Growth Opportunity Act, *identifiez un secteur particulier, et trouvez le moyen d'en faire une histoire gagnant-gagnant. »

IC : Combien de citoyens américains vivent au Cameroun ?
MSH : Nous avons 7000 citoyens américains présents au Cameroun. Beaucoup d'entre eux ont la double nationalité. Ceci reflète simplement les liens étroits entre les deux pays. Des liens qui sont très forts. Ces liens continuent de croître, car nous développons certains programmes de coopération, aussi bien pour les Camerounais d'ici que pour les Camerounais vivant aux États-Unis. Nous avons des programmes qui nous permettent d'échanger des professeurs. Nous avons un autre programme qui permet aux professionnels de la santé du Cameroun d'aller aux États-Unis, et à ceux des Etats-Unis de venir ici au Cameroun pour aider à combattre certaines maladies, et ainsi garder nos populations respectives en bonne santé. C'est le lien le plus important qui construit réellement notre relation.

« Nous avons un autre programme qui permet aux professionnels de la santé du Cameroun d'aller aux États-Unis, et à ceux des Etats-Unis de venir ici au Cameroun pour aider à combattre certaines maladies, et ainsi garder nos populations respectives en bonne santé. »

IC : Combien de visas pour les Etats-Unis sont délivrés tous les jours par l'ambassade américaine au Cameroun, et combien de demandes de visas recevez-vous chaque jour ?
MSH : Plus de 10 000 visas de non-immigrants sont délivrés chaque année aux Camerounais. Et cela est en augmentation parce qu'on enregistre un flux important de Camerounais qui y vont pour le tourisme, pour l'éducation, pour des affaires et pour des programmes très importants. Nous espérons que le processus pour l'obtention d'un visa est clair, simple à suivre et facile à faire. Il vous suffit d'aller en ligne, de remplir les formulaires, d'obtenir un rendez-vous et de venir avec le dossier demander un visa. Ce n'est pas quelque chose de difficile ou de compliqué. C'est un processus transparent. Et comme je le disais, plus de 10 000 personnes par an reçoivent un visa pour les Etats-Unis.

IC : Plusieurs personnes pensent que certaines ambassades au Cameroun, y compris l'ambassade américaine, durcissent les conditions pour obtenir un visa…
MSH : Eh bien, maintenant les demandes sont claires. Un visa peut être refusé. Si votre demande de visa est refusée, il vous sera expliqué pourquoi le visa a été refusé. Nous souhaitons que le processus soit clair et transparent à l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun. Nous sommes ici pour promouvoir le voyage des Camerounais vers les Etats-Unis.

Propos recueillis par Beaugas-Orain Djoyum

GESTION PUBLIQUE

L'UE demeure le 1er marché des produits camerounais, en dépit de la percée chinoise

Plus de 50% des exportations camerounaises sont faites en direction des pays de l'Union européenne, révèle une étude que vient de publier le Centre d'analyses et de recherches sur les politiques économiques et sociales (Camercap-Parc). Les principaux produits exportés par le Cameroun vers la communauté des pays de l'UE sont les hydrocarbures (60%), le cacao (17%) et le bois (9%). Ces exportations devraient être décuplées avec les APE (accords de coopération commerciale instituant une zone de libre-échange entre les deux parties), à condition que le Cameroun relève le défi de l'augmentation de la production.

L'étude, qui conclut que le marché américain demeure finalement « *peu exploré* », malgré l'existence de l'Agoa qui vise à encourager les exportations africaines vers les Etats-Unis, souligne par contre le « *comportement très remarquable* » de la Chine, qui est de plus en plus une destination privilégiée pour les produits camerounais. En effet, la Chine est devenue le premier partenaire commercial bilatéral du Cameroun depuis 2011, selon les analyses du Ministère des finances.

L'Espagnol Eurofinsa veut investir plus de 300 milliards FCFA

Obtenir l'ouverture d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars (plus de 300 milliards de francs CFA) auprès de la Deutsche Bank afin de réaliser sur le territoire camerounais des projets dans les domaines de la construction des infrastructures routières, immobilières, sanitaires et énergétiques. Telle est la proposition que vient de faire au gouvernement camerounais le groupe espagnol Eurofinsa, indique-t-on au Ministère de l'économie. Cependant, si les financements proposés par Eurofinsa semblent intéresser les autorités camerounaises – surtout que le groupe espagnol veut les pourvoir directement en francs CFA –, les secteurs dans lesquels Eurofinsa souhaite investir n'ont pas semblé aguicher la partie camerounaise, en dehors des projets routiers. En effet, le gouvernement, lui, souhaite orienter les financements proposés vers la construction d'une cité olympique ainsi que de structures hôtelières, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations que le pays organisera en 2019.

Une société de patrimoine dans le chemin de fer en gestation

Le gouvernement camerounais a lancé, le 23 mars 2015, un appel à manifestation d'intérêt pour la présélection des cabinets, entreprises ou groupements en vue de réaliser « *l'audit de la convention de concession d'exploitation de l'activité ferroviaire sur le réseau de la République du Cameroun* ». Selon nos sources, ce type d'audit est prévu dans le cadre de la convention de concession signée en 1999 entre l'Etat du Cameroun et le groupe Bolloré, via sa filiale Camrail (Cameroon Railways), afin d'assurer aussi bien le suivi que l'évaluation des engagements pris par les deux parties. Cependant, l'avis à manifestation d'intérêt que vient de lancer le gouvernement camerounais annonce clairement que, cette fois-ci, l'audit envisagé « *permettra d'alimenter les travaux en vue de la relecture de ladite convention de concession* ». Une relecture de la convention qui débouchera, souligne le gouvernement, sur « *la création d'une société de patrimoine de chemin de fer au Cameroun* ».

Prêt de 36 milliards FCFA de la SG et d'Eximbank USA pour l'adduction d'eau

Les banques française et américaine Société Générale et Eximbank USA ont signé le 18 mars 2015 à Yaoundé avec le gouvernement camerounais représenté par le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, Yaouba Abdoulaye, une convention de financement d'un montant de plus 36 milliards de francs CFA. Cet argent, a-t-on appris, permettra d'augmenter d'environ 55 000 mètres cubes par jour la capacité de production d'eau des unités de traitement de la Mefou et d'Akomnyada (150 000 m^3 au total), à partir desquelles sont alimentées les populations de la capitale camerounaise. Selon Jean William Sollo, le DG de la Cameroon Water Utilities (Camwater), l'entreprise publique qui gère les infrastructures d'adduction d'eau dans le pays, ce projet sera achevé à la fin de l'année 2015.

L'Union européenne lance deux projets de 4 milliards FCFA pour aider à contrer Boko Haram

Afin de permettre aux autorités camerounaises de faire face à la crise multiforme « *engendrée par les attaques de Boko Haram à l'encontre des populations civiles* » dans la région de l'Extrême-Nord du pays, l'Union européenne (UE) annonce qu'elle lancera « *bientôt* » deux nouveaux projets d'aide dotés d'un montant total de 4 milliards de francs CFA, a-t-on appris le 24 mars 2015 dans un communiqué officiel. D'une enveloppe globale de 2,6 milliards FCFA, le premier projet permettra « *de renforcer les capacités opérationnelles de la protection civile, notamment le corps des sapeurs-pompiers et la police des frontières* ». Le second projet, d'un montant total de 1,5 milliard FCFA, « *vise à favoriser l'intégration socioéconomique des jeunes défavorisés dans la région de l'Extrême Nord* ». En effet, plusieurs sources accréditent la thèse selon laquelle Boko Haram, la secte islamiste et terroriste nigériane, réussit à effectuer d'importants recrutements de jeunes Camerounais dans l'Extrême-Nord du pays à cause principalement de leur désœuvrement et de leur état de pauvreté.

Le fisc camerounais lance le porte-à-porte pour collecter la taxe foncière

Depuis quelques jours dans la ville de Douala, la capitale économique du Cameroun, de jeunes gens arborant des t-shirts estampillés « Votre taxe foncière servie à domicile » sillonnent les quartiers pour servir aux populations propriétaires de leur logement une feuille de déclaration de la taxe foncière. Ce porte-à-porte va durer deux mois, et est conduit par l'administration fiscale camerounaise, avec le concours des mairies.

A travers cette opération, qui devrait s'étendre à l'ensemble du pays, la Direction générale des impôts du Ministère des finances envisage de porter l'enveloppe globale de la taxe foncière collectée annuellement au moins à 3,5 milliards de francs CFA, contre 2 milliards FCFA habituellement. Après la convention récemment signée avec les opérateurs de téléphonie mobile Orange et MTN en vue du payement de la taxe foncière par mobile, l'Etat camerounais vient ainsi d'ajouter une nouvelle perle au chapelet de mesures prises pour maximiser la collecte de cette taxe.

L'Assemblée nationale renforce son dispositif de protection des fonds publics

C'est une petite révolution qui s'est produite le 26 mars 2015 dans les locaux abritant l'Assemblée nationale du Cameroun. Devant les représentants de la Chambre des comptes, du Contrôle supérieur de l'Etat et de l'Agence nationale d'investigations financières, le président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yéguié Djibril, a installé le tout premier rapporteur général des recettes du Parlement camerounais, qui chapeautera l'équipe des 19 rapporteurs spéciaux chargée de veiller, pour le compte du Parlement, sur la gestion des finances publiques. L'installation à cette fonction du député Koa Luc permettra ainsi à l'Assemblée nationale de renforcer son rôle de contrôleur de l'activité gouvernementale en matière de gestion de la fortune publique. Mais plus globalement, le rapporteur général des recettes et son équipe, essentiellement constituée de membres de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, viennent ajouter un nouvel élément au dispositif de lutte contre la gabegie, l'enrichissement illicite et les détournements de deniers publics au Cameroun. La mise en place de cette équipe de parlementaires chargée de contrôler l'usage des fonds publics est prévue par la loi du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat.

Les échanges commerciaux Cameroun-USA ont atteint 294,5 milliards FCFA en 2014

Selon Derrin R. Smith, le chargé des Affaires politiques et économiques de l'ambassade des Etats-Unis à Yaoundé, les échanges commerciaux entre le Cameroun et le pays de l'Oncle Sam ont atteint 294,5 milliards de francs CFA en 2014 (487,7 millions de dollars). Concrètement, les exportations américaines vers le Cameroun dominent ces échanges avec 303,3 millions $ (183 milliards FCFA), contre 184,4 millions $ (un peu plus de 111 milliards FCFA) pour les exportations camerounaises vers les Etats-Unis. Calculette en main, cela fait un déficit de la balance commerciale d'un montant de plus de 71 milliards FCFA en défaveur du Cameroun. En dépit de ce que Derrin R. Smith, qui s'exprimait au cours d'une table-ronde organisée le 25 mars 2015 à Yaoundé par la firme américaine Motorola Solutions, soutient qu'« *en janvier 2015 les exportations camerounaises vers les Etats-Unis ont pratiquement doublé depuis janvier 2014* ».

Les réserves publiques ont fondu de 171 milliards FCFA en 2014, selon la BEAC

Selon le rapport général des commissaires aux comptes sur les états financiers 2014 de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), les réserves de change des six pays de la zone Cemac ont connu une baisse de 1127 milliards de francs CFA l'année dernière, dont 171 milliards FCFA pour le Cameroun. Cependant, la locomotive économique de la zone Cemac enregistre une baisse des réserves moins importante que le Congo (215 milliards FCFA), le Gabon (213 milliards FCFA) et, surtout, la Guinée équatoriale (1232 milliards FCFA). Les experts expliquent cet amaigrissement des réserves de change (ressources financières permettant aux pays de la Cemac d'assurer leurs transactions avec l'extérieur) par la baisse des cours mondiaux du pétrole brut, dont cinq des six pays (excepté la République Centrafricaine) de cette communauté sont producteurs.

AGRO

La Sodecoton escompte une production de 16 000 tonnes de soja sur la campagne 2014-2015

La Société de Développement du Coton (Sodecoton), qui a depuis quelques années entrepris de diversifier ses activités pour se prémunir de la conjoncture internationale pas toujours favorable autour du coton, ambitionne de produire 16 000 tonnes de soja en 2015, a-t-on appris de sources internes à l'entreprise. Cette prévision de production est quasiment multipliée par dix comparée à la production de 1600 tonnes projetées en 2012.

Cette augmentation vertigineuse de la production du soja à la Sodecoton peut s'expliquer par l'existence d'un marché de plus en plus demandeur, du fait de l'intérêt que des agro-industries locales manifestent désormais pour cette graine. Une unité de transformation du soja, d'une capacité de broyage

de 18 000 tonnes par an, a même été inaugurée dans la banlieue de la ville de Douala le 5 avril 2014.

Des complexes de stockage de produits vivriers à construire pour 3 milliards FCFA

Le gouvernement camerounais vient de lancer deux appels d'offres pour la construction de complexes de conditionnement et de stockage de produits vivriers dans certains bassins de production du pays. L'un porte sur la surveillance et le contrôle technique des travaux (300 millions FCFA, dont 76 millions FCFA pour chaque lot), tandis que l'autre porte sur la réalisation des travaux proprement dits (2,8 milliards FCFA, à raison de 720 millions FCFA pour chacun des quatre lots). Les entreprises et cabinets intéressés par ces deux marchés d'un montant global d'un peu plus de 3 milliards FCFA avaient jusqu'au 16 avril 2015 pour faire parvenir leurs offres à la Cellule d'appui au lancement des appels d'offres du Ministère des marchés publics à Yaoundé, la capitale camerounaise.

Les complexes en gestation devraient contribuer à l'amélioration de l'approvisionnement des marchés en produits vivriers. Ceci dans la mesure où, selon les statistiques de la Mission de régulation des d'approvisionnements en produits de grande consommation (Mirap), le Cameroun perd près de 25% de sa production post-récolte à cause du manque d'infrastructures de conservation et de stockage.

3,2 milliards FCFA à investir dans 10 nouvelles unités de transformation de cacao

Le Cameroun veut parvenir à transformer localement près de 70 000 tonnes de fèves de cacao, soit environ 30% de toute sa production. Cette augmentation se fera par l'implantation de dix nouvelles unités de transformation, a indiqué Bruno Ntakeu, sous-directeur de la transformation au Ministère de l'industrie. Selon cet officiel, le projet nécessitera un investissement de 3,2 milliards de francs CFA et permettra de transformer, dans un premier temps, 36 000 tonnes de fèves en beurre et en poudre de cacao. Ce qui, à terme, permettra de générer plus de revenus au pays. Ces unités de production rejoindront la Sic-Cacaos et la Chococam, qui sont actuellement leaders dans le secteur de la transformation du cacao au Cameroun.

La future bourse des matières premières du Cameroun retient 8 produits à commercialiser

Le consultant du gouvernement suggère également que son actionnariat soit détenu à 80% par des investisseurs privés.

Dans sa feuille de route 2014-2015 pour la mise en place du Cameroon Commodities Exchange (CCX), la bourse des matières premières du Cameroun, le cabinet Eleni LLC, qui conseille le gouvernement sur ce projet, a finalement sélectionné huit produits agricoles pouvant être commercialisés sur la future plateforme. Parmi ces matières premières devant être mises en marché sur le CCX, de manière progressive sur une période de quatre ans, conseille Eleni LLC, il y a le cacao et le maïs (1ère année), le sorgho, le mil et le manioc séché (2ème année), l'huile de palme et le riz paddy (3ème année), puis le coton (4ème année). Afin d'atteindre des volumes critiques d'échanges nécessaires à la détermination des prix réels, le cabinet Eleni recommande au gouvernement camerounais de rendre obligatoires sur la plateforme du CCX toutes les transactions minimales de 5 tonnes qu'effectueraient les grossistes, les groupeurs, les transformateurs, les exportateurs ou tout autre institution enregistrée auprès de la bourse.

La commercialisation de ces produits sur le CCX apparaît d'autant plus idoine que, avait indiqué Eleni LLC le 9 avril 2014 en présentant son rapport préliminaire au gouvernement, leur circuit de commercialisation actuel est truffé d'embûches. Il s'agit principalement du mauvais état des routes dans les zones de production, ce qui augmente les coûts des transports et rend difficile l'accès au marché, de la méfiance mutuelle entre vendeurs et acheteurs, de l'absence totale d'informations sur les prix du marché et les entrepôts de stockage, de la restriction des options de vente, qui impose aux producteurs de vendre généralement au premier acheteur rencontré, etc.

FUTUR HUB COMMERCIAL DE LA ZONE CEMAC

Dans la feuille de route proposée au gouvernement camerounais, le cabinet Eleni suggère également que l'actionnariat de la société de bourse reflète un modèle de partenariat public-privé, « *qui favorise la propriété commune tant par les investisseurs du secteur public que ceux du privé, avec l'État ou les établissements publics comme actionnaires minoritaires* ». Concrètement, le capital de la future bourse devrait être détenu à 80% par un consortium d'investisseurs du secteur privé, contre 10% pour l'État et 10% pour les employés de la bourse. Le consortium privé majoritaire devrait être composé de quatre à six investisseurs, « *avec des participations équilibrées* » de sorte « *qu'aucun investisseur n'ait une participation majoritaire et qu'il n'y ait pas la possibilité de vote groupé pour des investisseurs* ».

Prévu pour être effectif douze mois après la fin de l'étude de faisabilité intervenue en septembre 2014, le lancement des activités du CCX devrait prendre plus de temps que prévu, à cause de la batterie de textes réglementaires à mettre en place pour encadrer ses activités, mais aussi de la recherche des financements qui ne sont pas toujours acquis. Avant même son opérationnalisation, cette bourse camerounaise est déjà présentée comme le futur hub du commerce des matières premières agricoles dans la zone Cemac.

Brice R. Mbodiam

FINANCES

L'Etat annonce l'introduction de nouvelles entreprises sur la Douala Stock Exchange

Afin de redynamiser la Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du pays, le gouvernement camerounais devrait bientôt y introduire de nouvelles entreprises publiques ou parapubliques, a annoncé le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, aux opérateurs économiques. C'était à l'occasion de la 6ème édition du Cameroon Business Forum (CBF), plateforme d'échanges entre les secteurs privé et public, en vue d'améliorer l'environnement des affaires dans le pays.

Bien qu'il n'ait révélé ni les noms, ni le nombre, encore moins l'échéancier pour l'arrivée de ces nouvelles entreprises relevant du portefeuille de l'Etat sur la cote de la Douala Stock Exchange, le ministre des Finances a souligné que ces nouvelles introductions se feront au moyen d'offres publiques de vente de ses actions dans lesdites sociétés, en vue d'un « *désengagement partiel ou total* » de l'Etat. En clair, l'Etat du Cameroun s'apprête à relancer un processus entamé depuis 2006 avec l'introduction de la Société des Eaux Minérales du Cameroun sur la DSX.

La BEAC relève à 100 milliards FCFA le plafond de refinancement des banques locales

Face à la baisse des prix du pétrole, dont cinq (Cameroun, Gabon, Congo, Guinée équatoriale et Tchad) des six pays de la zone Cemac sont producteurs (seulement la RCA ne l'est pas), la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) vient de relever les plafonds de refinancement dans ses Etats membres, a-t-on appris au sortir de la première session du Comité de politique monétaire de cette banque centrale pour le compte de l'année 2015. En clair, les banques commerciales de ces pays peuvent obtenir davantage de ressources financières auprès de la banque centrale en cas de besoin de liquidités à redistribuer sous forme de crédits bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ainsi, les banques camerounaises peuvent solliciter jusqu'à 100 milliards de francs CFA, contre 60 milliards FCFA par le passé. Idem pour le Gabon et le Tchad.

Le marché camerounais dans la ligne de mire du groupe bancaire kenyan Equity Bank

Après l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Soudan du Sud, où il détient déjà des filiales, le groupe bancaire kenyan Equity Bank ambitionne de s'installer dans dix autres pays africains, dont le Cameroun, a-t-on appris le 31 mars 2015 au sortir d'une assemblée générale des actionnaires. Cette rencontre a débouché sur un ensemble de résolutions portant sur la mobilisation d'environ 140 milliards de shillings (environ 909,1 milliards FCFA), afin de financer ce programme d'expansion africain d'un montant total de 200 milliards de shillings (environ 1298 milliards FCFA). Cependant, la filiale camerounaise d'Equity Bank ne verra pas le jour très rapidement. Ce marché, selon les plans des responsables de la banque kenyane, ne sera attaqué que dans le cadre de la 3ème et dernière phase du programme, avec le Nigeria et le Ghana, après une seconde phase qui débouchera sur l'implantation d'Equity Bank au Malawi, au Zimbabwe, en Zambie et au Mozambique.

Un appui de la SFI permet à la BICEC de développer son portefeuille agricole

La Société financière internationale (SFI/IFC), la branche de la Banque mondiale en charge du secteur privé, a signé le 1er avril 2015 un accord visant à établir un mécanisme de financement avec partage des risques d'un montant de 2,5 milliards de francs CFA en faveur de la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), une filiale du groupe français BPCE. Ce financement vient en soutien à ses activités de prêts aux coopératives agricoles qui opèrent dans le cadre du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA), un projet du gouvernement camerounais financé à 50 milliards FCFA par la Banque mondiale.

L'objectif est de contribuer au développement d'un secteur agricole plus productif et plus efficace dans la région, grâce à un meilleur accès aux financements, aux marchés, aux intrants et aux chaînes logistiques. « *Le financement proposé par IFC s'adapte bien à la stratégie de la BICEC, consistant à prendre davantage de risques et à augmenter ses investissements dans l'agriculture au Cameroun dans le cadre de programmes complets, tels que le PIDMA, qui font la promotion d'une approche innovante visant à soutenir un secteur essentiel pour le développement du pays* », a déclaré Pierre Mahé, directeur général de la BICEC. Selon des responsables de cette banque, la BICEC revendique, à travers son département agricole, une émission de prêts à diverses parties pour un montant agrégé de 18 milliards FCFA en 2014, ce qui lui aurait permis de toucher directement et indirectement plus de 200 000 petits exploitants agricoles.

L'assureur Area couvre les pertes des smartphones du Chinois Huawei

Depuis quelques mois, pour tout achat d'un smartphone de la marque Huawei, le client bénéficie d'une assurance gratuite de trois mois, qui couvre la perte ou le vol du terminal. Durant cette période, grâce à un partenariat entre Area Assurances et l'équipementier chinois, l'utilisateur qui égare ou se fait voler son smartphone Huawei se voit offrir un autre appareil du même type qu'il utilise pendant un mois, le temps pour l'assureur de retrouver le téléphone grâce à une application qui y est installée à l'achat. « *Si au bout d'un mois le téléphone est retrouvé, on le remet au client qui restitue celui mis à sa disposition dans l'intervalle. Mais si le téléphone n'est pas retrouvé au bout d'un mois, le client a le choix entre garder le smartphone de secours mis à sa disposition, ou se faire rembourser 85% du prix d'achat de son smartphone égaré ou volé* », explique un employé d'Area Assurances.

Après les trois mois de garantie offerts par Huawei aux utilisateurs de ses appareils au Cameroun, ces derniers peuvent eux-mêmes souscrire la même police d'assurance chez Area pour une durée d'un an, au prix préférentiel de 7000 francs CFA. « *Ceux qui ne disposent pas de smartphone Huawei payent un peu plus cher pour la même assurance, soit environ 12 000 francs CFA par an* », précise une employée d'Area Assurances.

TELECOMS

Tidjane Deme, directeur chez Google, voit dans le Cameroun un champion potentiel de l'internet

De passage au Bénin dans le cadre du lancement de la branche locale de l'espace de travail collaboratif *Jokkolabs*, le directeur de Google pour l'Afrique francophone s'est exprimé sur les prérequis nécessaires pour qu'un pays africain revendique le qualificatif de « *capitale numérique* ». Si Tidjane Deme n'a pas manqué de lister les obstacles que rencontrent les gouvernements africains dans la course vers cet objectif, il a cependant tenu à souligner les potentialités d'un pays comme le Cameroun, qui, de son point vue, pourrait devenir une plaque tournante continentale en matière de numérique. « *Il y a un certain nombre de pays que je regarde aujourd'hui avec beaucoup d'envie. Prenez un pays comme le Cameroun, dont le niveau de formation universitaire est élevé. Le niveau d'alphabétisation est très élevé et le pays est bilingue. C'est un cocktail formidable pour réussir sur Internet. Mais la connectivité est un énorme problème. Résolvez les problèmes de connectivité du Cameroun et vous avez un champion potentiel de l'internet* », a-t-il affirmé.

Les textes régissant les télécoms et les TIC dans le pays seront publiés sur mobile

Afin de rendre disponible et accessible en tout temps l'ensemble des textes réglementaires régissant les secteurs des télécoms et des TIC au Cameroun, le Ministère des postes et des télécommunications a récemment lancé un appel d'offres en vue du recrutement d'une start-up devant développer « *l'application mobile des textes réglementaires des secteurs des Télécoms et TIC* ». Il s'agit des textes régissant les communications électroniques, la cybersécurité, la cybercriminalité et le commerce électronique. « *Avec plus d'un Africain sur deux équipé d'un téléphone mobile, le continent en général, et le Cameroun en particulier, est en train de vivre une mutation technologique sans précédent (…) qui appelle les organisations en général, et les administrations publiques en particulier, à adopter une nouvelle stratégie de promotion de leur action : la stratégie de communication mobile* », peut-on lire sur l'appel d'offres.

La guerre des prix a débuté sur les services Internet de la 3G

Quelques jours seulement après les renouvellements des licences assorties de la technologie 3G par les opérateurs mobiles MTN et Orange, c'est du côté de Nexttel, le 3ème opérateur, mais premier à avoir obtenu une licence 3G dans le pays, que s'est déclenchée la bataille des prix. Dans un SMS que cette filiale de l'entreprise vietnamienne Viettel envoie à ses clients depuis le 19 mars 2015, il annonce que pour tout achat de crédit Internet, il offrira un bonus correspondant à 20% du volume d'Internet acheté.

Cette sortie survient après que les deux majors du marché du mobile que sont MTN et Orange ont révélé leurs offres Internet 3G. Même si pour 10 000 FCFA on peut avoir un volume Internet de 2,5G chez MTN, contre 2G seulement chez Orange et Nexttel, les offres ne diffèrent pas beaucoup d'un opérateur à l'autre. Camtel annonce également une offre Internet par ADSL, avec une ligne de téléphone fixe à 15 000 FCFA, contre 29 000 FCFA par le passé, soit une baisse de plus de 50%.

L'AFD abaisse à 36% le taux de pénétration du mobile, estimé à 71% par le régulateur télécom

La dernière édition de la revue Savoirs communs, éditée par l'Agence française de développement (AFD) en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie et l'Unesco, révèle que le taux de pénétration du téléphone mobile au Cameroun en 2014 culmine à 36%, loin derrière les performances de pays africains tels que le Botswana (75%), l'Ile Maurice (74%), la Côte d'Ivoire (46%) ou le Nigeria (42%). Cette statistique abaisse de moitié le taux de pénétration du mobile de 71% (statistiques au premier trimestre 2014) annoncé par le DG de l'Agence de régulation des télécommunications (ART), Jean-Louis Beh Mengué. Pour démontrer le niveau d'appropriation du mobile par les Camerounais, M. Beh Mengué avait d'ailleurs précisé que ce taux de pénétration n'était que de 9,8% en 2004.

Le DG de l'ART avait cependant expliqué que ce taux de pénétration du mobile avait été calculé sur la base du nombre de cartes SIM effectivement activées dans le pays, et non sur la base du nombre d'abonnés total à la téléphonie mobile par rapport à la population. Est-ce le mode de calcul qui fait cette énorme différence entre les statistiques de l'ART et celles de Savoirs communs ? Visiblement, la réponse est négative dans la mesure où, même en faisant le rapprochement entre le nombre d'abonnés au mobile (environ 15 millions) et la population camerounaise (environ 22 millions), l'on est toujours très loin des 36% de taux de pénétration du mobile indiqué par la revue de l'AFD.

L'Américain Motorola Solutions lance une offensive commerciale sur le Cameroun

Le 25 mars 2015, en présentant les offres de Motorola Solutions au cours d'une table-ronde organisée dans la capitale camerounaise, Boaz Or-Shraga, le directeur général des ventes et du développement en charge de l'Afrique subsaharienne au sein de cette firme américaine, a été très clair. « *Il est très important d'avoir une présence au Cameroun. C'est la raison de notre présence ici* », a-t-il déclaré. En clair, après avoir été indirectement présent sur le marché camerounais à travers des partenaires locaux, a expliqué le Camerounais Louis-Hervé Béléoken, directeur du développement pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, la firme américaine, qui propose des solutions pour la sécurité des villes et des entreprises, veut désormais « *avoir une présence directe au Cameroun* ».

Aussi, a-t-on appris, depuis quatre mois maintenant Motorola Solutions a ouvert un bureau de représentation dans la capitale camerounaise. Celui-ci, précise Louis-Hervé Béléoken, devra s'occuper de la gestion de « *grands projets* ». Cette représentation pourrait d'ailleurs faire office de tête de pont de Motorola Solutions en Afrique centrale. Pour l'heure, sur la liste des projets réalisés en Afrique subsaharienne par Motorola Solutions figure uniquement la mise en place d'un « *système de communication analogique* » pour le compte de la gendarmerie camerounaise. Mais le pays conduit actuellement des projets qui contribuent à aiguiser les appétits de Motorola : construction d'infrastructures énergétiques, organisation prochaine de la Coupe d'Afrique des Nations de football, implémentation de la vidéo surveillance urbaine dans les grandes villes du pays…

ENERGIE

Le Cameroun et le Congo ont défini les modalités de construction du barrage de Chollet

Les gouvernements camerounais et congolais ont signé le protocole d'accord relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité interétatique chargé du pilotage du projet de construction du barrage hydroélectrique de Chollet. Le ministre camerounais de l'Eau et de l'Energie, Basile Atangana Kouna, et son homologue congolais de l'Energie et de l'Hydraulique, Henri Ossebi, ont été les représentants respectifs de leur Etat lors de la signature de ce protocole d'accord. Selon les termes de ce partenariat, le siège du comité interétatique sera situé à Brazzaville, au Congo. Le directeur général de l'organisation sera désigné par le Cameroun et son adjoint par le Congo. Les travaux de construction du barrage démarreront en novembre 2018, même si les deux parties pensent qu'ils peuvent survenir plus tôt. « *D'ici à 2016, on peut déjà penser au début des travaux* », a déclaré Henri Ossebi à ce propos.

D'une capacité de production de 600 MW, cette infrastructure hydroélectrique sera construite sur le fleuve Congo, la frontière fluviale entre les deux pays. Elle coûtera entre 354 et 670 milliards de francs CFA, selon l'option d'aménagement qui sera mise en place par son constructeur, l'entreprise chinoise Sinohydro. L'énergie produite par ce barrage servira à alimenter le Cameroun, le Congo, la Centrafrique et le Gabon.

Le barrage hydroélectrique de Memvé'élé déjà construit à 60%

L'entreprise chinoise Sinohydro, qui construit le barrage hydroélectrique de Memevé'élé, dans la localité de Nyabizan, située dans la région du Sud du Cameroun, a réussi, fin février 2015, la seconde dérivation du fleuve Ntem sur le site de cette infrastructure énergétique, vient d'annoncer dans un communiqué le ministre camerounais de l'Energie, Basile Atangana Kouna. A en croire ce membre du gouvernement, qui évalue le taux de réalisation global des travaux à 60% à ce jour, cette opération de dérivation marque la fin de la première phase de la construction de cet ouvrage, dans le sens qu'elle ouvre la voie « *à la suite puis la fin des travaux de construction de la digue principale* ». Eu égard à cet état d'avancement du chantier, le ministre Atangana Kouna indique que les différentes parties prenantes du projet ont réaffirmé leur engagement à livrer « *cet important ouvrage en 2017* ».

Les travaux de construction de ce barrage ont été officiellement lancés par le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, le 15 juin 2012. Cet ouvrage hydroélectrique permettra la production de 201 MW d'énergie supplémentaires, et contribuera ainsi à la réduction de l'important déficit énergétique dont souffre le Cameroun. Le montant global de l'investissement est estimé à 420 milliards FCFA. Sur cette enveloppe, 243 milliards FCFA ont été pourvus par Eximbank of China, tandis que 112 milliards FCFA sont venus de la Banque africaine de développement (BAD). L'Etat camerounais, quant à lui, finance le projet à hauteur de 65 milliards FCFA.

Sept entreprises en lice pour construire la centrale du barrage de Lom Pangar

Le gouvernement camerounais vient de rendre publique une liste de sept entreprises et groupements d'entreprises préqualifiés pour le marché de « la conception, la fourniture, le montage et la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom Pangar et de son poste évacuateur », infrastructure énergétique en construction dans la région de l'Est. Parmi les entreprises en lice, l'on retrouve le géant français Cegelec, qui conduit un groupement, de même que la société indienne Angelique International, également en groupement avec une autre entreprise. Viennent ensuite des sociétés peu connues au Cameroun à l'instar des Espagnoles Cobra instalaciones y servicios SA et Elecnor SA, de l'Ethiopienne CRBC Addis Engineering Plc, de l'Allemande Voith Hydro Gmbh, et de la société China Camc Engineering Co. L'usine à construire au pied du barrage de Lom Pangar aura une capacité de production de 30 MW.

L'Agence d'électrification rurale construira trois mini-centrales de 15 MW

L'Agence d'électrification rurale (AER) du Cameroun vient de lancer un avis international à manifestation d'intérêt pour présélectionner les cabinets ou bureaux d'études devant participer à l'appel d'offres restreint pour la réalisation des études de « *préfaisabilité* », en vue de la construction de trois mini-centrales hydroélectriques dans certaines localités camerounaises. D'une capacité de 5 MW chacune, soit 15 MW au total, ces mini-centrales hydroélectriques devraient être construites dans les arrondissements de Messock, Lomié et Messamena, tous situés dans la région de l'Est. Les cabinets et bureaux d'études intéressés par cette prestation avaient jusqu'au 9 avril 2015 pour déposer leurs dossiers de soumission à la Direction des études et des travaux de l'AER à Yaoundé. Pour rappel, au Cameroun, le taux d'électrification rurale se situe officiellement entre 15 et 20% seulement.

Le régulateur du secteur de l'électricité veut auditer les coûts des opérateurs

L'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel) vient de lancer un avis de sollicitation à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'experts devant participer à l'appel d'offres restreint relatif aux « *audits des coûts de certains opérateurs du secteur de l'électricité* » dans le pays. Ces audits portent sur les travaux de construction de la centrale à gaz de Kribi et les charges de la société KPDC (qui a construit et gère ladite centrale) pour le compte des exercices 2012 à 2014 ; les charges de combustibles et les créances irrécouvrables de l'exercice 2015 de l'opérateur Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité ; et les charges des exercices 2009, 2010 et 2014 de la société DPDC, qui a construit et gère la centrale à fioul de Dibamba.

Selon l'Arsel, ces audits visent à optimiser ses missions régaliennes que sont « *la mise en œuvre du suivi et du contrôle du système tarifaire, la protection des droits des consommateurs pour ce qui est du prix, de la fourniture et de la qualité de l'électricité, d'une part, et de permettre l'accès à l'électricité au plus grand nombre de Camerounais d'autre part* ».

Le Sud-Africain Kazang veut lancer un service de consommation d'électricité à la carte

Dans le cadre du Projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution (Preretd) et du Projet d'électrification rurale par extension des réseaux interconnectés Sud et Nord (Pererins), respectivement pilotés par Electricity Development Corporation (EDC), le bras séculier de l'Etat camerounais dans la construction des infrastructures énergétiques, et l'Agence d'électrification rurale (AER), le Cameroun pourrait s'attacher les services de l'entreprise sud-africaine Kazang en vue du lancement d'un service de consommation d'électricité à la carte dans le pays. Selon l'offre que vient de présenter cette entreprise aux autorités camerounaises, Kazang propose de mettre à la disposition du pays une plateforme de gestion de compteurs électriques donnant la possibilité aux utilisateurs de prépayer leur consommation d'électricité. Outre la plateforme sécurisée, Kazang envisage également de mettre à disposition des guichets et des appareils produisant les cartes de « *crédit d'énergie* ».

Selon ses promoteurs, ce système de consommation d'énergie à la carte permettra aux usagers de mieux contrôler leur consommation, mais surtout d'éviter les désagréments liés aux surfacturations, aux erreurs de relève des indices de consommation, aux longues files d'attente devant les guichets de l'opérateur du secteur de l'électricité Eneo. Et par-dessus tout, ce mécanisme devrait permettre d'éviter le gaspillage de l'énergie observé dans les ménages. Selon l'agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel), une rationalisation des consommations d'électricité dans les ménages et entreprises camerounais pourrait permettre d'économiser jusqu'à 30% de l'énergie actuellement distribuée dans le pays.

Le Cameroun et la Corée préparent un plan de développement des énergies renouvelables

Les gouvernements camerounais et coréen réfléchissent actuellement à la mise en place d'une stratégie de développement des énergies renouvelables dans le pays. C'est ce qui ressort d'une rencontre entre les deux parties qui vient de se tenir à Yaoundé au sortir d'une tournée de prospection ayant impliqué des experts de la société coréenne Dohwa Engineering, de l'Agence coréenne de coopération internationale (Koica), et des responsables du Ministère de l'énergie et du Ministère de l'économie. Cette prospection, qui s'est déroulée dans les régions du Centre, de l'Est, du Littoral, du Sud-Ouest et de l'Ouest, a permis d'identifier des sites susceptibles d'abriter des projets de construction de mini-centrales hydroélectriques, de développement de l'énergie solaire, éolienne et de biomasse, apprend-on de bonnes sources.

Pour rappel, le Cameroun, qui croule sous le poids du déficit énergétique, n'exploite qu'à peine 1% de son potentiel dans les énergies renouvelables, selon le ministre de l'Energie Basile Atangana Kouna. Aussi, ce membre du gouvernement camerounais voit-il en ce projet de mise en place d'un plan de développement des énergies renouvelables avec le concours de la Corée une opportunité idoine pour transformer le potentiel du pays dans le secteur en une véritable richesse.

TRANSPORT

Le Chinois Avic International livre deux avions MA60 à Camair-Co

La flotte de la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co), le transporteur aérien public, vient de s'enrichir de deux nouveaux avions. Ils ont été réceptionnés le 1er avril 2015 à Douala, la capitale économique. Il s'agit de deux aéronefs de type MA60 acquis par le gouvernement auprès du constructeur chinois Avic International. Selon le ministre délégué auprès du ministre camerounais des Transports, Mefiro Oumarou, qui a réceptionné ces aéronefs déjà peints aux couleurs de Camair-Co, les deux MA60 serviront à couvrir les lignes intérieures de la compagnie aérienne nationale. « *La mise en service de ces avions ne saurait tarder* », a confié Mefiro Oumarou. Pour rappel, la construction de ces deux MA60 a été financée par un prêt d'un montant de 34,5 milliards de francs CFA concédé à l'Etat du Cameroun par Eximbank of China. En signant cet accord de prêt en novembre 2013 à Yaoundé, l'ambassadeur de Chine au Cameroun de l'époque, Wo Ruidi, avait tenu à préciser que les « *MA60 sont fiables* ». Le diplomate chinois réagissait ainsi à une polémique née quelques mois plus tôt autour de la qualité et de la fiabilité de ces aéronefs.

La Française EMCC construira un quai de débarquement pour Dangote Cement

Présentées comme le « *leader français du dragage, des travaux nautiques et subaquatiques* », les Entreprises Morillon Corvol Courbot (EMCC) viennent de créer une succursale à Douala, a-t-on appris dans une annonce légale rendue publique le 7 avril 2015. EMCC Cameroun a été créée « *à l'effet d'exécuter un contrat signé avec la société Dangote, en vue de la réalisation des opérations de dragage et de construction d'un quai au bord du fleuve Wouri* ». A l'analyse, ce quai devrait permettre le débarquement des matières premières de la cimenterie du groupe Dangote, d'une capacité de 1,6 million de tonnes de ciment par an, récemment entrée en production sur les berges du fleuve Wouri, à Douala.

Air Algérie annonce son arrivée dans le ciel camerounais en 2016

En 2015 et 2016, la compagnie aérienne Air Algérie ouvrira dix nouvelles destinations sur le continent africain, a annoncé le PDG de la compagnie, Mohamed Salah Boultif, en précisant que la desserte des villes de Yaoundé et Douala, les deux plus grandes métropoles du Cameroun, interviendra en 2016. Air Algérie arrivera ainsi sur un marché de plus en plus concurrentiel. En effet, selon les statistiques de l'Autorité aéronautique (CCAA, en anglais), le trafic aérien a augmenté de 2% au Cameroun en 2014. Entre 2012 et 2013, il avait déjà progressé de 11%, selon la même source. Au demeurant, malgré l'intérêt de plus en plus marqué des compagnies aériennes aussi bien européennes qu'africaines pour le marché camerounais, le leadership sur cet espace reste l'apanage d'Air France, qui revendique 21% de parts dans ce marché dans lequel se meuvent une trentaine de compagnies aériennes. Arrivent ensuite Brussels Airlines (13%) et Camair Co (11%), la compagnie aérienne publique nationale. Au total, ces trois compagnies se partagent à elles seules 45% du marché du transport aérien dans le pays, selon les chiffres de la CCAA.

INDUSTRIE

Manque à gagner de 6 milliards FCFA pour la Sonara à cause de la congestion au port de Douala

Depuis le 15 février 2015, les caboteurs de la Société Nationale de Raffinage (Sonara) n'ont pas pu effectuer trois voyages en direction du port de Douala, où sont situées les cuves de la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP), à partir desquelles les produits raffinés sont livrés dans huit régions du pays, exception faite des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest. Cette situation, mise sur le compte de la congestion au port de Douala, la plus grande infrastructure portuaire du pays, a officiellement causé un manque à gagner de 6 milliards de francs CFA à l'unique raffinerie du Cameroun, a-t-on appris le 30 mars dernier. C'était au cours d'une session du comité de pilotage et de suivi du projet de construction d'un pipeline long de 355 km, en vue de la distribution des produits pétroliers au Cameroun.

Cet exemple révélé au cours de la première session du comité de pilotage que préside Basile Atangana Kouna, le ministre de l'Energie, est venu démontrer l'importance de ce projet d'oléoduc, dont le premier tronçon s'étirera sur 110 km entre la ville pétrolière de Limbé et Douala. Le 2ème tronçon quant à lui s'étendra sur 70 km entre Douala et Edéa, tandis que le 3ème tronçon, long de 175 km, ralliera Yaoundé, la capitale du pays, à partir d'Edéa. Projet d'un montant total de 218 milliards FCFA, ce pipeline devrait non seulement permettre de se départir des aléas tels que la congestion de l'espace portuaire, mais aussi et surtout de réduire considérablement les coûts des transports des produits pétroliers.

La transformation locale du coton est en panne, selon une étude de la Banque mondiale

La Banque mondiale et la Coopération allemande au Cameroun viennent de rendre publics les résultats d'une étude intitulée Analyse de la filière textile habillement au Cameroun, qui révèle une panne de la transformation cotonnière locale. En effet, selon cette étude, « *seulement 2% du coton produit au Cameroun (la Sodecoton a produit 249 300 tonnes sur la campagne 2013-2014 et devrait atteindre 265 000 tonnes au terme de la campagne en cours) sont transformés localement* ». L'unique entreprise de filature de coton du pays et seul fournisseur local des entreprises aval de la filière coton-textile n'est autre que la Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM). Cette entreprise du portefeuille de l'Etat, qui conduit actuellement un programme d'investissement de 5,5 milliards de francs CFA

pour doper ses activités, n'utilise chaque année que « *1600 tonnes de fibres pour produire 1500 tonnes de fils, 8000 km de tissus écrus et 300 tonnes d'éponge* ».

A l'origine de cette activité marginale de transformation du coton au Cameroun, souligne l'étude, « *l'absence d'une filière intégrée coton-textile-habillement* », qui est « *extrêmement préjudiciable à l'économie du pays* ». En conséquence, le pays ne parvient pas capter les retombées de « *la valeur ajoutée, qui est multipliée par douze entre le coton brut et un vêtement confectionné* ».

19 start-up camerounaises seront financées par la fondation de l'investisseur nigérian Tony Elumelu

Le Tony Elumelu Foundation Entrepreneurship Program (TEEP), qui vise à accompagner 1000 start-up africaines au moyen de financements d'un montant total de 50 milliards de francs CFA sur une période de dix ans, vient de rendre son verdict. Sur la liste des 1000 lauréats sélectionnés par la Fondation Elumelu, le 23 mars 2015, figurent 19 projets portés par de jeunes Camerounais. Le Cameroun figure ainsi en tête en Afrique francophone en termes de nombre de lauréats, devant des pays tels que la Côte d'Ivoire (17), le Benin (10), la RD Congo (7), le Burundi (7), le Sénégal, le Mali et la Guinée (5 lauréats chacun). Les plus gros contingents de lauréats viennent du Nigeria, du Kenya et de l'Ouganda. Les Camerounais, qui bénéficieront des financements de l'homme d'affaires nigérian, président d'United Bank of Africa (UBA), sont porteurs de projets dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la santé, la finance, les TIC, les médias, le tourisme, l'éducation, l'industrie manufacturière…

Pour rappel, lancé le 1er décembre 2014 à Lagos, ce programme vise, selon la Fondation Elumelu, à « *former, financer et accompagner la nouvelle génération d'entrepreneurs* » des 54 Etats d'Afrique. « *Ce programme offrira une opportunité structurée et pluriannuelle permettant d'accéder au financement, à la connaissance et, ce qui est sans doute encore plus important, à du mentorat, à une échelle jamais vue auparavant en Afrique. Voici notre opportunité de faire monter en puissance une génération* », a déclaré Tony Elumelu. Le patron de Heirs Holdings a précisé que l'Afrique doit créer 10 millions d'emplois par an, indiquant que les gouvernements et les grandes entreprises ne peuvent pas le faire seuls.

Pamol recherche un fournisseur d'engrais pour un marché de 170 millions FCFA

L'entreprise agro-industrielle publique camerounaise Pamol a lancé le 6 avril 2015 un appel d'offres national pour la fourniture des engrais, afin, apprend-on, « *d'augmenter le rendement à l'hectare* » de ses plantations de palmiers à huile, situées dans la région du Sud-Ouest du pays. Ce marché d'un montant total de 170 millions de francs CFA, souligne le communiqué relatif à cet appel d'offres, doit être exécuté sur une période d'un mois. La prestation consiste en « *la fourniture des engrais, le transport, la manutention, la mise en service et la réception selon les spécifications techniques* ». Les dossiers des soumissionnaires étaient attendus au plus tard le 24 avril 2015 au secrétariat du directeur général de Pamol. Le cautionnement pour soumissionner à ce marché est de 3,4 millions FCFA.

Pour rappel, Pamol devrait devenir la toute première unité industrielle à s'installer dans la péninsule de Bakassi, territoire aux immenses ressources halieutiques et pétrolières qui a été âprement disputé entre le Cameroun et le Nigeria il y a quelques années. En effet, avec le concours du gouvernement camerounais, cette société agro-industrielle ambitionne d'y créer une palmeraie sur 500 hectares qui créera 5000 emplois.

MINES

En 2015, Dangote Cement veut prendre à Lafarge 30% du marché camerounais du ciment

Cette ambition a été révélée au cours d'une visite de l'entreprise organisée à l'intention des médias.

Grâce à son usine construite sur les berges du fleuve Wouri à Douala, la capitale économique camerounaise, le groupe Dangote vise 30% du marché camerounais du ciment au cours de cette année 2015, avec une production attendue de 950 000 tonnes, a-t-on appris des responsables de cette entreprise le 8 avril 2015. Dangote Cement Cameroon, qui ne commencera à produire annuellement 1,5 million de tonnes de ciment qu'à partir de 2016, compte ainsi sérieusement rogner sur les parts de marché de Cimencam, filiale du groupe Lafarge, qui a contrôlé le marché local du ciment de façon monopolistique pendant 48 ans.

La bataille annoncée sur le marché du ciment entre le groupe français Lafarge et le groupe nigérian Dangote s'étendra d'ailleurs sur l'ensemble du marché de l'Afrique centrale, où Dangote Cement Cameroon compte également prendre 30% de parts de marché en 2015. En attendant, la cimenterie Dangote a recruté 65 distributeurs sur le territoire national. « *Ce chiffre va augmenter. Au fil du temps, nous allons identifier les distributeurs qui sont sérieux et ceux qui ne le sont pas* », affirme le DG de Dangote Cement Cameroon, Abdullahi Baba. Chez le distributeur Malko Building à Douala, Serge Fouoggi, son promoteur, indique qu'il vend le sac de ciment 3X de Dangote (42,5R), d'une capacité de 50 kg, à 4500 francs CFA, contre les 4450 FCFA conseillés par le producteur. « *J'ai vendu 70 tonnes de ciment en deux jours. Pour le moment, les retours des clients sont bons. S'il y a quelque chose à améliorer, ce serait la qualité du papier d'emballage qu'il faudrait solidifier* », affirme-t-il.

DES PRIX PLUS OU MOINS ÉQUILIBRÉS

Côté production, Abdullahi Baba, le directeur général de Dangote Cement Cameroon, affirme qu'elle n'est pas encore à son pic. « *Nous ne produisons pas encore de manière continue. Nous sommes en train de tester les équipements, de faire les ajustements qui s'imposent, nous n'avons pas encore commencé une production dense et active. Mais nous avons déjà produit 50 000 tonnes de ciment* », confie-t-il. La compagnie veut se positionner comme celle ayant les meilleurs prix sur le marché. « *Nous ne voulons pas avoir les meilleurs prix sur le marché. Nous sommes le meilleur prix et nous avons le prix du ciment le plus bas sur le marché* », affirme Abdullahi Baba. En effet, la fiche des prix indique que le ciment Dangote sera vendu au consommateur final à Douala au prix de 4450 FCFA le sac de 50 kg. Soit 150 FCFA de moins que le prix du sac de ciment produit par Cimencam (4600 FCFA), et 50 FCFA de plus que le ciment Cimaf (4400 FCFA), produit localement par le Marocain Addhoha.

Avec l'entrée en production de la cimenterie Dangote à Douala, les capacités de production du Cameroun sont portées à un peu plus de 3,5 millions de tonnes de ciment, suffisant pour combler la demande locale et exporter vers les pays de la zone Cemac.

BRM

Leader du mois

Acha Leke : un Lion indomptable de la finance chez l'Américain McKensey

Acha Leke est présenté par le magazine panafricain *Jeune Afrique* comme l'un des « *architectes des plans Émergence du Togo, du Sénégal et du Gabon côté francophone, et de Kenya Vision 2030 côté anglophone* ».

« *Lions on the move* », connaissez-vous ? Eh bien c'est un rapport du célèbre cabinet américain McKensey publié en 2010 qui décrypte les économies les plus dynamiques du continent africain. Parmi les rédacteurs de ce rapport, dont une nouvelle édition à paraître en 2015 est actuellement en préparation, se trouve le Camerounais Acha Leke, natif de Fontem, dans la région du Nord-Ouest.

Arrivé au siège de la région Afrique subsaharienne de McKinsey à Johannesbourg en 1998 pour un stage, Acha Leke fait désormais partie des 350 consultants que compte ce cabinet en Afrique. Titulaire d'un diplôme en génie électrique de l'Université de Stanford, aux États-Unis, ce fils de médecin s'est très rapidement imposé dans le landernau de la finance sur le continent. « *Son esprit d'entreprise et son bilinguisme lui ont permis de dépasser des barrières devant lesquelles beaucoup s'arrêtent* », confie son compatriote Cyrille Nkontchou, qui dirige la société d'intermédiation boursière Liquid Africa et qui a fondé le fonds d'investissements Enko Capital, basé à Johannesbourg et à Londres.

De sa position chez McKensey à Johannesbourg, Acha Leke, 42 ans, a beaucoup travaillé sur l'économie nigériane. Il s'y est même installé entre 2010 et 2013 pour des travaux qui ont permis à l'administration nigériane d'augmenter ses recettes fiscales de 700 millions de dollars (environ 420 milliards FCFA). Mais ce financier camerounais est surtout présenté par le magazine panafricain *Jeune Afrique* comme l'un des « *architectes des plans Émergence du Togo, du Sénégal et du Gabon côté francophone, et de Kenya Vision 2030 côté anglophone* ».

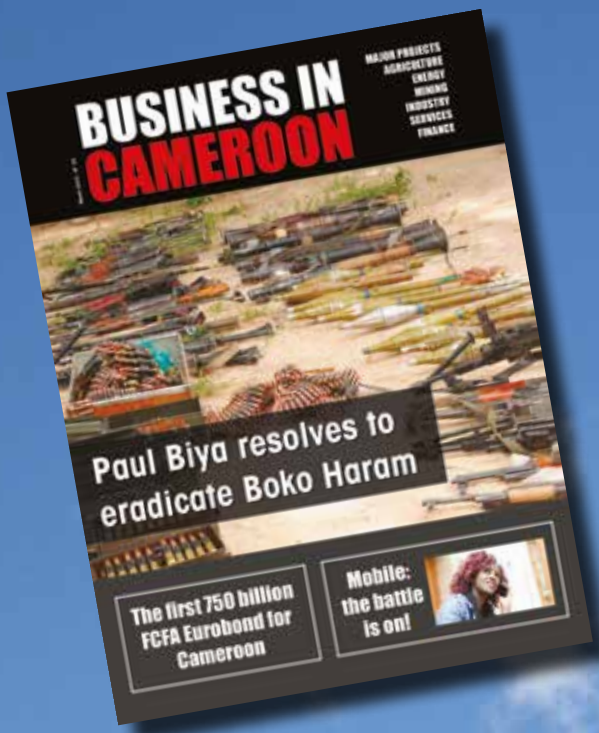
« *Son esprit d'entreprise et son bilinguisme lui ont permis de dépasser des barrières devant lesquelles beaucoup s'arrêtent* », confie son compatriote Cyrille Nkontchou.

En plus de ses activités sur des questions financières et d'économie, Acha Leke s'intéresse également aux questions d'éducation. De ce point de vue, « *avec son ami ghanéen Fred Swaniker, il est l'un des fondateurs de l'African Leadership Academy de Johannesburg, qui prépare en deux ans une centaine de jeunes issus de 43 pays africains à intégrer les meilleures universités internationales* ». Il a également créé un réseau d'entrepreneurs, l'African Leadership Network, qu'il espère voir être le terreau des futurs bâtisseurs de l'Afrique. « *Il y a eu trois générations de leaders africains avant nous : celle de Nyerere et Nkrumah, qui a obtenu les indépendances et bâti nos États ; celle du général Abacha, qui les a détruits ; et celle, actuellement au pouvoir, de Kagamé ou Johnson Sirleaf, qui a amené la croissance. C'est désormais au tour de ma génération. Elle devra apporter la prospérité, notamment grâce aux échanges intracontinentaux* », soutient-il.

> ***« Il y a eu trois générations de leaders africains avant nous. Ma génération devra apporter la prospérité, notamment grâce aux échanges intracontinentaux. »***

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID